ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 30 juillet 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la rétribution des personnes qui prêtent leur concours à la Direction générale de la sélection et de la formation", a donné le 7 août 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 30e juli 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de bezoldiging van de personen die hun medewerking verlenen aan de Algemene Directie voor Selectie en Vorming", heeft de 7e augustus 1964 het volgend advies gegeven :

Il existe, à l'heure actuelle, deux arrêtés royaux dont l'un, du 29 mars 1962, a pour objet de déterminer les taux et les modalités d'indemnisation des conférenciers et dont l'autre, du 5 novembre 1962, a pour objet la désignation et la fixation de la rétribution des chargés de cours, appelés à collaborer à la formation des stagiaires de première catégorie.

Le projet a pour objet d'abroger les deux arrêtés du 29 mars et du 5 novembre 1962 et de les remplacer par une nouvelle réglementation fixant la rétribution de toutes les personnes appelées à collaborer à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat.

I.

La direction générale de la sélection et de la formation a été instituée par l'arrêté royal du 12 décembre 1963 (Moniteur belge du 10 janvier 1964). Il s'agit, d'après le texte même de l'article 1er de l'arrêté précité, d'un nouveau service parmi les autres qui dépendent du Premier Ministre. Il s'indique donc de ne pas présenter ce service comme un être juridique et de dire plutôt : ... "des personnes qui prêtent leur concours à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat".

II.

Le Conseil d'Etat est actuellement saisi de deux projets qui se proposent d'abroger l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 et l'arrêté royal du 9 janvier 1951 visés aux alinéas 3 et 4 du préambule.

.../...

Quant aux arrêtés royaux des 29 mars et 5 novembre 1962, ils sont abrogés par le projet et il n'y a donc pas lieu de s'y référer.

III.

L'arrêté projeté sera appelé à réglementer entièrement la matière de l'indemnisation des personnes appelées à collaborer à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat.

Le projet présente, à cet égard, certaines lacunes voire incohérences.

Il ne précise pas quelle est l'autorité chargée de désigner les conférenciers qui prêteront leurs concours à la formation des agents titulaires de grades classés au niveau 1.

En ce qui concerne en revanche les chargés de cours, les moniteurs et les directeurs de séminaires chargés de prêter leur concours à la formation des agents du même niveau, le projet donne au directeur général de la sélection et de la formation le pouvoir de les désigner et de déterminer le montant de l'allocation qui leur est accordée.

Enfin, en ce qui concerne les personnes chargées de prêter leur concours à la formation des agents appartenant aux niveaux 2, 3 et 4, ce pouvoir est attribué au Ministre.

+

.../...

Le pouvoir de désigner des personnes en vue de prêter leur concours aux pouvoirs publics et de fixer le montant de l'allocation qui leur sera versée, est un pouvoir trop important pour que la délégation à un fonctionnaire général reste dans les limites permises par les principes généraux de notre droit public.

Il est vrai que le projet tend à modérer les effets de cette délégation en soumettant la décision du directeur général à l'accord préalable de l'inspecteur des Finances. On observera, cependant, que cette disposition est difficilement conciliable avec l'économie de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire aux termes duquel les inspecteurs des finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier auprès du Ministre et non auprès de l'un ou l'autre fonctionnaire du département.

S'il est dans l'intention du Gouvernement de décharger le Roi de la désignation des personnes qui prêtent leur concours à la formation des agents de l'Etat, il serait plus conforme avec les principes de notre droit public de confier ce pouvoir au Ministre qui en a d'ailleurs la responsabilité quitte à permettre la délégation par le Ministre.

C'est pourquoi, il s'indique de faire précéder les dispositions de l'arrêté projeté par un article 1er rédigé comme suit :

.../...

"Article 1er.-

Le Ministre qui a dans ses attributions la fonction publique désigne les conférenciers, chargés de cours, directeurs de séminaire et moniteurs appelés à collaborer à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat. Il peut déléguer à cet effet le directeur général de la sélection et de la formation".

IV.

L'article 6, alinéa 3, de l'arrêté en projet dispose qu'en acceptant l'allocation complémentaire pour la rédaction du texte d'un cours, le chargé de cours ou le moniteur cèdent à l'Etat la pleine propriété du cours et du manuel.

On peut se demander si la simple mention au projet de la cession de propriété des cours et des manuels sera de nature à éviter les contestations avec leurs auteurs. Il serait prudent que le Gouvernement établisse avec les intéressés un contrat de cession en bonne et due forme.

V.

La fonction de directeur de séminaire est une notion connue à laquelle la description faite au texte de l'article 8 du projet n'apporte aucun élément nouveau. On se contentera donc de rédiger l'article comme suit :

"Article 8.-

Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, détermine le montant de l'allocation attribuée aux directeurs de séminaire, eu égard aux matières traitées". .../...

Le projet appelle, en outre, de nombreuses observations de forme qui sont reprises dans le texte proposé ci-après.

ARRETE ROYAL FIXANT LA RETRIBUTION DES PERSONNES QUI PRETENT LEUR CONCOURS A LA FORMATION ET AU PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Considérant que l'expérience acquise en suite de l'application des arrêtés royaux du 29 mars 1962 déterminant les taux et les modalités d'indemnisation des conférenciers appelés à prêter leur concours à la formation des stagiaires de première catégorie et du 5 novembre 1962 portant désignation et fixation de la rétribution des chargés de cours au centre de formation des stagiaires de première catégorie a démontré l'opportunité d'adapter le régime des rétributions et de l'étendre aux activités de perfectionnement en cours de carrière;

.../...

Considérant, en outre, qu'il convient d'étendre les dispositions prévues à l'égard du niveau 1 aux autres niveaux;

Vu l'avis du comité de consultation syndicale des services du Premier Ministre donné le 13 juillet 1964;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 8 juillet 1964;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le Ministre, qui a dans ses attributions la fonction publique, désigne les conférenciers, chargés de cours, directeurs de séminaires et moniteurs appelés à collaborer à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat. Il peut déléguer à cet effet le directeur général de la sélection et de la formation.

CHAPITRE Ier. - FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES AGENTS TITULAIRES DE GRADES CLASSES AU NIVEAU 1.

Section 1ère - Dispositions relatives aux conférenciers.

Article 2.-

Il est accordé une allocation de 1.000 francs par conférence aux conférenciers qui apportent leur concours à la formation ou au perfectionnement des agents des administrations de l'Etat, titulaires de grades classés au niveau 1.

.../...

Article 3.-

Une allocation de vacation de 180 ffancs par heure de prestation avec un minimum de 270 francs par demi-journée est, en outre, accordée aux conférenciers.

Cette allocation n'est accordée aux conférenciers appartenant à un service de l'Etat ou à un autre service public, que pour autant que la vacation se situe, soit après 18 heures, soit les samedis, dimanches ou jours fériés. Cette disposition ne s'applique pas aux membres du personnel enseignant.

Pour le calcul de l'allocation de vacation, il est tenu compte de l'heure normale de départ du domicile ou de la résidence administrative et de l'heure normale de retour à l'un ou à l'autre.

Le montant maximum de l'allocation de vacation est fixé à 1.200 francs par journée de prestation effective.

Section 2 - Dispositions relatives aux chargés de cours et aux moniteurs.

Article 4.-

Le Ministre détermine le montant des allocations attribuées aux chargés de cours et aux moniteurs.

Le montant de l'allocation est fixé compte tenu de la matière et de la valeur des cours ainsi que du nombre de prestations accomplies. Par prestation on entend un cours dont la durée atteint au moins une heure.

.../...

Article 5.-

Le montant maximum de l'allocation est fixé à 650 francs par prestation pour les fonctionnaires appartenant à un service de l'Etat ou à un autre service public et à 900 francs pour les autres personnes.

Article 6.-

Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions peut accorder une allocation complémentaire pour la rédaction du texte du cours.

Cette allocation complémentaire peut atteindre au maximum un montant égal à autant de fois la somme de 270 francs que le cours comporte de prestations.

En acceptant cette allocation, le chargé de cours cède à l'Etat la pleine propriété des cours et manuels rédigés.

Article 7.-

Les chargés de cours et les moniteurs qui appartiennent à la direction générale de la sélection et de la formation sont exclus du bénéfice de l'allocation prévue à l'article 5. L'allocation complémentaire dont question à l'article 6 peut, cependant, leur être accordée.

.../...

Section 3 - Dispositions relatives aux directeurs de séminaire.

Article 8.-

Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, détermine le montant de l'allocation attribuée aux directeurs de séminaire eu égard aux matières traitées.

Article 9.-

Le montant maximum de l'allocation est fixé à 2.400 francs par prestation d'une journée. Ce taux est ramené à 500 francs pour une personne appartenant à un service de l'Etat ou à un autre service public.

Par prestation d'une journée, on entend toute prestation dépassant six heures ou chevauchant une partie de la matinée et une partie de l'après-midi. Pour les prestations inférieures à une journée entière, il peut être tenu compte d'une demi-journée pour les prestations ayant une durée comprise entre 2 et 4 heures et d'un quart de journée pour les prestations ayant une durée de moins de deux heures.

CHAPITRE II. - FORMATION OU PERFECTIONNEMENT DES AGENTS TITULAIRES DE GRADES CLASSES AUX NIVEAUX 2, 3 ET 4.

Article 10.-

Des allocations et indemnités peuvent être accordées aux conférenciers, aux chargés de cours et aux moniteurs ainsi qu'aux directeurs de séminaire qui apportent leur concours à la formation et au perfectionnement des agents des administrations de l'Etat, titulaires des grades classés aux niveaux 2, 3 et 4. Le montant de ces allocations est fixé par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

.../...

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERSONNES VISEES DANS LES DEUX PREMIERS CHAPITRES.

Article 11.-

Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions peut fixer contractuellement les conditions auxquelles certains conférenciers prêteront leur concours. Il peut également, dans des conditions définies par contrat, confier la tâche de direction de séminaires à des personnes physiques ou morales exerçant leur activité au sein de bureaux d'étude ou d'organisation.

Article 12.-

Les conférenciers, les chargés de cours et les moniteurs ainsi que les directeurs de séminaire ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour dans les conditions et suivant les taux établis pour le personnel des Ministères.

Toutefois, l'indemnité pour frais de séjour et le supplément éventuel octroyé pour la nuit sont remplacés pour les conférenciers et directeurs de séminaire domiciliés à l'étranger par une indemnité forfaitaire de 1.000 francs par jour de prestation.

Article 13.-

Lorsqu'elles n'appartiennent ni à un service de l'Etat ni à un autre service public, les personnes visées à l'article 12, alinéa 1er, sont assimilées :

- aux fonctionnaires généraux des Ministères lorsqu'elles sont appelées à collaborer à la formation et au perfectionnement d'agents titulaires de grades classés au niveau 1 ;

.../...

- aux directeurs des Ministères, lorsqu'elles sont appelées à collaborer à la formation et au perfectionnement d'agents titulaires de grades classés au niveau 2 ;
- aux secrétaires d'administration des Ministères lorsqu'elles sont appelées à collaborer à la formation et au perfectionnement d'agents titulaires de grades classés aux niveaux 3 et 4.

Article 14.-

Lorsqu'elles n'appartiennent ni à un service de l'Etat ni à un autre service public, les personnes visées à l'article 12, alinéa 1er, qui utilisent leur voiture personnelle bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par l'Etat en cas d'utilisation de moyens de transport en commun.

L'Etat n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation de leur voiture.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 15.-

L'arrêté royal du 29 mars 1962 déterminant les taux et les modalités d'indemnisation des conférenciers appelés à prêter leur concours à la formation des stagiaires de première catégorie et l'arrêté royal du 5 novembre 1962 portant désignation et fixation de la rétribution des chargés de cours au centre de formation des stagiaires de première catégorie, sont abrogés.

.../...

Article 16.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...

Article 17.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

Een koninklijk besluit, van 29 maart 1962, bepaalt de bedragen en de modaliteiten voor het vergoeden van voordrachthouders; een ander, van 5 november 1962, regelt de aanduiding en de vaststelling van de bezoldiging der lesgevers die geroepen worden om mede te werken aan de vorming van stagiairs eerste categorie.

Het ontwerp strekt om beide besluiten op te heffen en te vervangen door een stel nieuwe regelen voor de bezoldiging van allen die geroepen worden om mede te werken aan de vorming en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel.

I.

De algemene directie voor selectie en vorming is ingesteld bij het koninklijk besluit van 12 december 1963 (Belgisch Staatsblad van 10 januari 1964). Volgens de tekst zelf van artikel 1 daarvan is dat een nieuwe dienst in de Diensten van de Eerste Minister. Men stelle die dienst dus niet voor als een rechtspersoon, maar zegge liever : "... van hen die medewerken aan de vorming en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel".

II.

Aan de Raad van State zijn thans twee ontwerpen voorgelegd die strekken tot opheffing van het besluit van de Regent van 29 maart 1950 en van het koninklijk besluit van 9 januari 1951, waarnaar in het derde en vierde lid van de aanhef wordt verwezen.

De koninklijke besluiten van 29 maart en 5 november 1962 van hun kant worden door het ontwerp opgeheven, zodat er niet moet worden naar verwezen.

III.

Het ontwerp-besluit zal de gehele regeling bevatten inzake de vergoeding van hen die geroepen worden om mede te werken aan de vorming en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel.

Het ontwerp vertoont in dat opzicht een aantal leemten, zelfs gemis van samenhang.

Het zegt niet welke overheid belast is met de aanwijzing van de voordrachthouders die medewerken aan de vorming van ambtenaren met een in niveau 1 ingedeelde graad.

Wat daarentegen de lesgevers, monitors en seminarie-directeurs betreft, die medewerken aan de vorming van ambtenaren van hetzelfde niveau, verklaart het ontwerp de directeur-generaal voor selectie en vorming bevoegd om ze aan te wijzen en om het bedrag van de hun verleende toelage te bepalen.

Voor hen die medewerken aan de vorming van ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4 ten slotte wordt die bevoegdheid aan de Minister opgedragen.

+

.../...

De bevoegdheid tot het aanwijzen van hen die hun medewerking verlenen aan de overheid en tot het vaststellen van het bedrag van de hun uit te keren toelage is te belangrijk om aan een opperambtenaar te worden overgedragen zonder overschrijding van de grenzen waarbinnen de algemene beginselen van ons publiekrecht zulk een overdracht toestaan.

Wel bedoelt het ontwerp de gevolgen van die overdracht te verzachten door de bepaling, dat de inspecteur van financiën vooraf zijn instemming met de beslissing van de directeur-generaal moet betuigen. Maar die bepaling is bezwaarlijk overeen te brengen met de economie van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, luidens hetwelk de inspecteurs van financiën optreden als budgettair en financieel raadgever, niet van een of ander ambtenaar van het departement maar van de Minister.

Als de Regering niet voornemens is, de Koning te belasten met de aanwijzing van hen die medewerken aan de vorming van het Rijkspersoneel, dan zou het meer in de lijn van ons publiekrecht liggen, die bevoegdheid op te dragen aan de Minister op wie overigens de verantwoordelijkheid in dezen rust, met dien verstande dat hij zelf die bevoegdheid aan anderen zou kunnen overdragen.

Daartoe voege men aan de bepalingen van het ontwerp-besluit een artikel toe, dat artikel 1 zou worden en als volgt kan worden gelezen :

.../...

"Artikel 1.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, wijst de voordrachthouders, lesgevers, seminariedirecteurs en monitors aan, die geroepen worden om mede te werken aan de vorming en voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel. Hij kan die bevoegdheid overdragen aan de directeur-generaal voor selectie en vorming".

IV.

Artikel 6, derde lid, van het ontwerp-besluit bepaalt dat de lesgever of de monitor die de aanvullende toelage voor het opstellen van de tekst van een cursus aanvaardt, meteen de cursus en het handboek in volle eigendom aan de Staat afstaat.

Het is de vraag of het voldoende is dit in het ontwerp te zeggen om betwistingen met de auteurs te voorkomen. De Regering zou er goed aan doen met hen een in de vereiste vorm gesteld contract aan te gaan.

V.

"Seminariedirecteur" is een bekend begrip, waaraan de omschrijving in artikel 8 van het ontwerp niets toevoegt. Met de volgende lezing van het artikel kan dus worden volstaan :

"Artikel 8.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt het bedrag van de toelage die aan seminariedirecteurs wordt toegekend met inachtneming van de behandelde stof".

.../...

Over de vorm van het ontwerp zijn bovendien heel wat opmerkingen te maken. In de hierna voorgestelde tekst is ermede rekening gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE BEZOLDIGING VAN HEN DIE HUN MEDEWERKING VERLENEN VOOR DE VORMING EN DE VOORTGEZETTE OPLEIDING VAN HET RIJKSPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 1951 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

Overwegende dat de ervaring, opgedaan bij het toepassen van de koninklijke besluiten van 29 maart 1962 tot bepaling van de bedragen en de modaliteiten voor het vergoeden van de voordrachtgevers die hun medewerking verlenen voor de vorming van de stagiairs van de eerste categorie en van 5 november 1962 houdende aanduiding en vaststelling van de bezoldiging der lesgevers van het vormingscentrum van de stagiairs eerste categorie, heeft

.../...

aangetoond dat het geboden is, de bezoldigingsregel te passen en uit te breiden tot de werkzaamheden in band met de voortgezette opleiding gedurende de loop

Overwegende bovendien, dat het past de voorz ningen voor niveau 1 ook op de andere niveaus toe te sen;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van de Diensten van de Eerste Minister, gegeven 13 juli 1964;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 8 juli 1964;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenland Zaken en van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, wijst de voordrachthouders, lesgevers, seminariedirecteurs en monitors aan, die geroepen worden om mede te werken aan de vorming en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel. Hij kan die bevoegdheid overdragen aan de directeur-generaal voor selectie en vorming.

.../...

HOOFDSTUK I. - VORMING EN VOORTGEZETTE OPLEIDING V/ AMBTENAREN MET EEN GRAAD INGEDEELD IN NIVEAU 1.

Afdeling 1. - Bepalingen betreffende voordrachthou

Artikel 2.-

Een toelage van 1.000 frank per voordracht wo verleend aan voordrachthouders die medewerken aan de v ming en de voortgezette opleiding van ambtenaren van de Rijksbesturen met een graad ingedeeld in niveau 1.

Artikel 3.-

Bovendien wordt aan voordrachthouders een vacati geld van 180 frank per uur prestatie maar van ten minste 270 frank per halve dag toegekend.

Aan voordrachthouders die tot een Rijksdienst of tot een andere openbare dienst behoren, wordt dat vacatiegeld slechts toegekend indien de vacatie ofwel na 18 uur, ofwel op een zaterdag, een zondag of een feestdag heeft plaatsgehad. Deze bepaling geldt niet voor leden van het onderwijzend personeel.

Voor het berekenen van het vacatiegeld wordt rekening gehouden met het normale uur van vertrek uit de woonplaats of uit de administratieve standplaats en met het normale uur van terugkeer aldaar.

Het vacatiegeld bedraagt ten hoogste 1.200 frank per dag werkelijke prestatie.

.../...

Afdeling 2. - Bepalingen betreffende lesgevers en m

Artikel 4.-

De Minister bepaalt het bedrag van de toela die aan lesgevers en monitors worden toegekend.

Het bedrag van de toelage wordt bepaald met i achtneming van de stof en de waarde van de lessen en v het aantal verrichte prestaties. Onder prestatie wordt verstaan een les van ten minste één uur.

Artikel 5.-

De toelage bedraagt ten hoogste 650 frank per prestatie voor ambtenaren die tot een Rijksdienst of een andere openbare dienst behoren, 900 frank voor anderen.

Artikel 6.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan een aanvullende toelage verlenen voor het opstellen van de tekst van de cursus.

Die aanvullende toelage mag ten hoogste zoveel maal 270 frank bedragen als de cursus prestaties omvat.

Door het aanvaarden van die toelage staat de lesgever de opgestelde cursussen en handboeken in volle eigendom af aan de Staat.

.../...

Artikel 7.-

Lesgevers en monitors die tot de algemene tie voor selectie en vorming behoren, kunnen de toel bedoeld in artikel 5 niet genieten. De in artikel 6 doelde aanvullende toelage kan hun echter worden verl

Afdeling 3. - Bepalingen betreffende seminariedirec

Artikel 8.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt het bedrag van de toelage die aan seminariedirecteurs wordt toegekend met inachtneming van de behandelde stof.

Artikel 9.-

De toelage bedraagt ten hoogste 2.400 frank per prestatie van een dag. Dat bedrag wordt tot 500 frank verminderd voor hem die tot een Rijksdienst of tot een andere openbare dienst behoort.

Onder prestatie van een dag wordt verstaan elke prestatie die meer dan zes uren duurt of een deel van de ochtend en een deel van de namiddag bestrijkt. Voor presta ties van minder dan een volle dag kan een halve dag worden gerekend als zij van 2 tot 4 uren, en een vierde van een dag als zij minder dan 2 uren duren.

.../...

HOOFDSTUK II. - VORMING OF VOORTGEZETTE OPLEIDING V AMBTENAREN MET EEN GRAAD INGEDEELD IN DE NIVEAUS 2,

Artikel 10.-

Toelagen en vergoedingen kunnen worden verle aan voordrachthouders, lesgevers, monitors en seminar directeurs die medewerken aan de vorming en voortgezet opleiding van ambtenaren van de Rijksbesturen met een graad ingedeeld in de niveaus 2, 3 en 4. De Minister tc wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt he bedrag van die toelagen.

HOOFDSTUK III. - BEPALINGEN GEMEEN AAN DE IN DE EERSTE TWEE HOOFDSTUKKEN BEDOELDE PERSONEN.

Artikel 11.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan bij contract de voorwaarden bepalen waaronder sommige voordrachthouders hun medewerking verlenen. Ook kan hij, onder bij contract bepaalde voorwaarden, de leiding van seminaries opdragen aan natuurlijke personen of rechtspersonen die hun werkzaamheid uitoefenen in studie- of organisatiebureaus.

Artikel 12.-

Voordrachthouders, lesgevers, monitors en seminariedirecteurs hebben recht op terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden en volgens de bedragen bepaald voor het personeel van de Ministeries.

Voor voordrachthouders en seminariedirect in het buitenland wonen, worden de verblijfsvergoed de eventuele toeslag voor de nacht echter vervangen een forfaitaire vergoeding van 1.000 frank per dag p tie.

Artikel 13.-

Behoren de in artikel 12, eerste lid, bedoelde personen niet tot een Rijksdienst of tot een andere ope bare dienst, dan worden zij gelijkgesteld :

- met opperambtenaren van de Ministeries, wanneer zij ge roepen worden om mede te werken aan de vorming en de voortgezette opleiding van ambtenaren met een graad ing deeld in niveau 1;

- met directeurs in Ministeries, wanneer zij geroepen worden om mede te werken aan de vorming en de voortgezette opleiding van ambtenaren met een graad ingedeeld in niveau 2;

- met bestuurssecretarissen in Ministeries, wanneer zij geroepen zijn om mede te werken aan de vorming en de voortgezette opleiding van ambtenaren met een graad ingedeeld in de niveaus 3 en 4.

Artikel 14.-

De in artikel 12, eerste lid, bedoelde personen die hun eigen wagen gebruiken ontvangen, wanneer zij niet tot een Rijksdienst of een andere openbare dienst behoren, een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat de Staat voor het gebruik van een gemeenschappelijk vervoermiddel zou hebben uitgekeerd.

De aan het gebruik van hun wagen verbonden co's worden door de Staat niet gedekt.

HOOFDSTUK IV. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 15.-

Het koninklijk besluit van 29 maart 1962 tot paling van de bedragen en de modaliteiten voor het vergoeden van de voordrachtgevers die hun medewerking verlenen voor de vorming van de stagiairs van de eerste categorie en het koninklijk besluit van 5 november 1962 houdende aanduiding en vaststelling van de bezoldiging der lesgevers van het vormingscentrum van de stagiairs eerste categorie, worden opgeheven.

Artikel 16.-

Dit besluit treedt ... in werking.

Artikel 17.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken
en van het Openbaar Ambt,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	K.MEES,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
de Heren :	Ch.VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.K.MEES.

Le rapport a été présenté par M.H.VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.K.MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

(s.) G.DE LEUZE. (s.) F.LEPAGE.